

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°111 | JUILLET 2023

EN ACTION



**GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN – NATIONS UNIES,
UN PARTENARIAT AGISSANT POUR
CONSOLIDER LA PAIX DANS L'OUHAM**

04 LA CHEFFE DE LA MINUSCA S'ENTRETIENT AVEC LA PRESSE



06 RÉVISION DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT



08 PROMOUVOIR LES RÈGLES NELSON MANDELA DANS LES MAISONS CARCÉRALES

12 SOUTIEN A L'AUTONOMISATION DES FEMMES

16 BOSSANGOA DES MICROS-PROJETS POUR CONSOLIDER LA PAIX

18 RETOUR PROGRESSIF DES DÉPLACÉS MUSULMANS À BOSSANGOA



10



12



18



MINUSCA
BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA **EN ACTION**

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou

**EQUIPE
RÉDACTIONNELLE**

Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants
régionaux

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE

Francis
Yabendji-Yoga

Christian Oliveira Brahim

PRODUCTION

Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION

#111



UNMINUSCA | UN_MINUSCA



<https://www.facebook.com/minusca.unmissions>



<https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>



UNMINUSCA



https://twitter.com/UN_CAR



<https://minusca.unmissions.org/>

LA CHEFFE DE LA MINUSCA S'ENTRETIENT AVEC LA PRESSE

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, était l'invitée, le 12 juillet 2023, de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Les questions sécuritaires et humanitaires, le processus politique notamment l'APPR ont été au cœur des échanges avec les journalistes.



Selon la cheffe de la MINUSCA, des développements positifs ont été enregistrés en particulier par rapport à l'extension de l'autorité de l'état dans certaines régions du pays, mais il subsiste encore des défis, notamment dans le volet sécuritaire, manifestés par des tensions aux frontières du pays et les menaces causées dans certaines régions par les engins explosifs. Elle s'est dit engagée à poursuivre les actions de la MINUSCA pour le retour de la paix et de la stabilité.

Valentine Rugwabiza a aussi souligné que l'assistance humanitaire aux réfugiés et aux populations vulnérables risque d'être limitée dans le temps parce que les

capacités de la communauté humanitaire à faire face à tous les besoins restent réduites, car seulement 30% des 533 millions de dollars nécessaires pour assister 2,4 millions de personnes les plus vulnérables en 2023 ont été mobilisés au mois de juillet 2023.

Lors de cette conférence de presse, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a déploré la perte d'un Casque bleu du contingent rwandais à Sam-Ouandja (Nord-est de la RCA), le 10 juillet 2023, tout en se félicitant de "la réponse robuste" de ce contingent pour la protection des civils. Et d'ajouter que la Force de la MINUSCA continuera d'assurer la protection de la population

et la Mission poursuivra son travail avec les autorités nationales pour accélérer le déploiement des Forces de défense et de sécurité dans la localité.

Au sujet du processus politique et de paix, la Cheffe de la MINUSCA a affirmé que « les résultats concrets sont d'abord l'appropriation nationale de la mise en œuvre mutualisée de l'Accord politique

pour la paix et la réconciliation (APPR) et de la Feuille de route de Luanda, sous la coordination effective du Premier ministre, Chef du Gouvernement. Ces résultats se sont matérialisés par la dissolution de deux groupes armés ».

Par Cynthia Nasangwe



RÉVISION DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ETAT



Un atelier de validation de la feuille de route de la Restauration de l'autorité de l'Etat, sur la période 2023 à 2025, a été tenu du 12 au 13 juillet 2023 à Bangui. Durant les travaux, une cinquantaine de participants dont des cadres ministériels, des préfets et maires des différentes localités de la République centrafricaine ont examiné et validé les nouvelles actions prioritaires de ladite feuille de route. Les participants ont aussi revu le dispositif de Coordination de mise en œuvre et du suivi-évaluation de la Stratégie de Restauration de l'autorité de l'Etat et mis en place un mécanisme de mutualisation des ressources nécessaires aux fins du financement de la feuille de route.

La stratégie nationale de Restauration de l'autorité de l'Etat est un document stratégique visant à redéployer l'administration sur tout le territoire national, mettre en place une gouvernance locale inclusive et fournir les services de base de qualité à la population. Elle a été élaborée avec l'appui de la MINUSCA et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans le cadre de la Restauration de l'autorité de l'Etat.

Avant ce cadre, le Gouvernement avait élaboré et mis en œuvre le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République centrafricaine couvrant la période de 2017-2021, et prorogé jusqu'en décembre 2023.

Il a été mis également en place en 2015, la Coordination Nationale du Redéploiement de l'Administration Publique. Cette initiative a permis de redéployer 2000 fonctionnaires et agents de l'Etat et de renforcer les capacités des services déconcentrés. Malheureusement, cette Coordination a connu plusieurs faiblesses dont le manque de suivi des fonctionnaires et agents redéployés, l'absence de mesures incitatives devant faciliter le maintien des redéployés à leurs postes.

« C'est ainsi que le Gouvernement a élaboré la Stratégie nationale de Restauration de l'Autorité de l'Etat avec l'appui de la MINUSCA et du PNUD en septembre 2017 pour une gouvernance locale inclusive et fournir les services de base à la population dans les



domaines de l'éducation, la santé et la fourniture en eau potable...», a précisé Serge Henri Don Ding, ministre délégué à la primature.

Laurent Guepin de la MINUSCA, parle de son cotée du progrès depuis l'instauration de la Restauration de l'autorité de l'Etat : « Je note que depuis la crise 2013, on est passé de 1315 fonctionnaires et agents déployés sur tous les territoires à plus de 4500 à ce jour ; ce qui représente à peu près 70% de l'effectif des 6500 qui étaient déployés avant la crise. Donc on voit des progrès notoires et on travaille ensemble maintenant, je dirais au maintien de ces fonctionnaires à leurs postes et sur l'amélioration de la qualité des services avec l'envoi par exemple de nombreuses missions des Inspecteurs centraux de vérification de la présence et bientôt d'évaluation de la qualité des services sans faille».

Il a également précisé que la MINUSCA continuera d'appuyer le comité de mise en œuvre et de suivi de la stratégie nationale pour la Restauration de l'autorité de l'Etat. ■

Par Grace Ngbaleo

“

Le Gouvernement a élaboré la Stratégie nationale de Restauration de l'Autorité de l'Etat avec l'appui de la MINUSCA et du PNUD en septembre 2017 pour une gouvernance locale inclusive et fournir les services de base à la population...

”

Don Ding, ministre délégué à la primature



PROMOUVOIR LES RÈGLES NELSON MANDELA DANS LES MAISONS CARCÉRALES

Le 18 juillet de chaque année est dédié à la célébration des « Règles Nelson Mandela ». Une opportunité de parler de l'importance des valeurs incarnées par Nelson Mandela, telles que sa détermination absolue, son engagement profond pour la justice, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que sa conviction en l'égalité et la dignité de chaque être humain. Dans ce cadre, en République centrafricaine, plusieurs activités ont été organisées au profit des détenus des Maisons centrales notamment de Ngaragba, Bimbo et Bouar.

Cette célébration a été l'occasion de sensibiliser les détenus sur les Règles Nelson Mandela, qui sont aujourd'hui une source d'inspiration pour le traitement de ces derniers, notamment en ce qui concerne la promotion de leurs droits et le respect de leur dignité. Elle a été aussi marquée par la sensibilisation de l'opinion publique sur le fait que les détenus font toujours partie de la société, ainsi que la reconnaissance de l'importance du travail social accompli par le personnel pénitentiaire.

A Ngaragba, une vingtaine d'agents de l'administration pénitentiaire, des éléments des Forces armées centrafricaines (FACA) qui interviennent dans la sécurisation de la Maison d'arrêt de et l'Unité des affaires pénitentiaires de

la MINUSCA ont échangé pour une meilleure prise en charge des détenus, la promotion de leur réinsertion sociale et la mise en place des mesures de détention plus humaines, au sein de cette Maison d'arrêt.

L'officier pénitentiaire de la MINUSCA, Ye Tchiro a indiqué que : « cette sensibilisation va permettre au personnel de bien comprendre son rôle ; ce qui va favoriser le bon traitement des détenus et surtout leur réinsertion sociale pour répondre à l'objectif que s'est fixé la mission pénitentiaire en République centrafricaine ».

Plaidoyer pour l'avancement des dossiers et l'accès aux tribunaux

Les détenues de la Maison d'arrêt pour femmes de Bimbo ont quant à elles participé à un match de basketball entre détenues, à des danses et une exposition de différents produits fabriqués par ces femmes pour améliorer leurs conditions de vie en milieu carcéral et faciliter leur réinsertion sociale à la sortie de la prison.

C'était une occasion pour la représentante des détenues de lancer un appel pour l'avancement de leurs différents dossiers et l'accès aux tribunaux. « Nous sollicitons l'accélération de nos dossiers dans les différents tribunaux. Nous sollicitons que nos autorités judiciaires transmettent les résultats du jugement au greffier pénitentiaire pour nous les communiquer. Nous sollicitons la visite de nos juges à la maison d'arrêt pour femmes de Bimbo pour s'enquérir de nos conditions de détention. Pour finir aidez-nous à payer nos transports lors des extractions judiciaires », a-t-elle plaidé.

Rassurer les détenus

Du côté de la Nana-Mambéré, s'adressant aux détenus, le régisseur de la Maison centrale de

Bouar, Saint-Cyr Olivier Kaïbo-Mano, a souligné que « la célébration de la Journée internationale Nelson Mandela est une occasion de réflexion en faveur de la justice et de l'égalité pour tous ». Reconnaisant la difficulté de la vie derrière les barreaux, il a rassuré les détenus quant à « la présence et aux efforts continus des autorités pénitentiaires et des partenaires pour améliorer leurs conditions de détention ».

A Bangassou, cette Journée a été célébrée avec 71 détenus dont 4 femmes. Ils ont été sensibilisés sur leurs traitements ainsi que sur les voies et recours et l'assistance juridique. Ils ont également bénéficié d'une prise en charge médicale.

Célébrée sous le thème : « Pour une vie sans criminalité à la fin de l'incarcération : Rôle du personnel pénitentiaire dans la préparation des détenus à la réinsertion sociale », la Journée internationale Nelson Mandela a été organisée par l'Administration pénitentiaire en collaboration avec la MINUSCA et d'autres partenaires dont l'Union Européenne. ■

Par Grace Ngaléo



LA COUR PÉNALE SPÉCIALE REND SON PREMIER JUGEMENT DÉFINITIF

La Chambre d'appel de la Cour pénale spéciale (CPS) a rendu son arrêt dans l'affaire dite de « Paoua », le 20 juillet 2023 à Bangui. Les trois accusés dans cette affaire sont déclarés coupables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité et condamnés à 20 ans et 30 ans de réclusion criminelle.



« L'Affaire Paoua », Procureur spécial contre Issa Sallet Adoum, Ousman Yaouba et Mahamat Tahir, est la première portée devant la Cour pénale spéciale et qui concerne trois des membres du groupe armé Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R).

Par la décision rendue, la Chambre d'appel de la CPS modifie le jugement rendu en première instance le 31 octobre 2022, par la Chambre d'assises à la suite des appels des parties. Issa SALLET ADOUM avait alors été reconnu coupable de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis à Koundjili et Lemouna, préfecture de l'Ouham-Pendé, le 21 mai 2019, en violation de l'accord politique pour la paix et la

réconciliation en RCA, et condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité, tandis qu'Ousmane YAOUBA et Mahamat TAHIR avaient été reconnus co-auteurs avec des peines de 20 ans d'emprisonnement chacun. Le procès avait débuté le 19 avril 2022.

Le verdict en appel, selon Francine Évodie Ndemadet, Coordinatrice de la « plateforme des associations des victimes des crises centrafricaines », est un « signal fort à ceux qui commettent encore des atrocités dans le pays ». Elle invite par ailleurs toutes les victimes « à garder espoir et à faire confiance à la justice ».

Réagissant pour le compte du gouvernement, Cendry Mignot Moute,

Directeur de cabinet du ministère de la Justice, de la Promotion des Droits Humains et de la bonne gouvernance a déclaré que « Pour le gouvernement, c'est une satisfaction. C'est la poursuite de la lutte contre l'impunité qui est l'épine dorsale de la politique du chef de

La MINUSCA, à travers la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, fournit un soutien technique, opérationnel, stratégique et logistique à la Cour pénale spéciale depuis sa création, y compris durant « l'Affaire Paoua » pour laquelle elle a fourni un



l'Etat ». Il n'a pas manqué de « remercier la MINUSCA, l'Union Européenne et l'Ambassade des Etats-Unis qui appuient les activités de la CPS ».

Du côté de la MINUSCA, Magali Maystre, de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, s'est félicité « de la publication du premier arrêt sur le fond par la Chambre d'appel de la CPS, qui constitue désormais un point de référence important pour toute procédure future devant la Cour ».

Les juges de la Cour pénale spéciale ont aussi précisé que les années passées en prison par les accusés seront déduites de leurs peines. Par ailleurs, la Cour a ordonné la confiscation de leurs biens déjà saisis.

appui multiforme durant toutes les étapes de la procédure jusqu'au jugement final..■

Par Crispin Dembassa-Kette

“

Pour le gouvernement, c'est une satisfaction. C'est la poursuite de la lutte contre l'impunité qui est l'épine dorsale de la politique du chef de l'Etat

”

La coopérative « Plateformes des associations villageoises d'épargne et de crédit » a réceptionné, le 7 juillet 2023, du matériel informatique, des kits d'alphabétisation, de couture et une moto tricycle. D'une valeur de plus de 16 millions de FCFA, cette initiative entre dans le cadre du projet de renforcement de la résilience des femmes du troisième âge, victimes des vindictes populaires à la suite d'allégations de sorcellerie.

Ce projet financé par la MINUSCA vise à améliorer les conditions de vie des femmes et filles des Plateformes à travers la formation et leur réinsertion socioéconomique.

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a rendu un dernier hommage au Sergent Eustache TABARO, qui est décédé dans la nuit du 10 juillet 2023, durant une attaque armée contre une patrouille de la Force dans l'est du pays, à 3 km de Sam-Ouandja.

Pour honorer sa mémoire et saluer sa contribution au retour de la paix et de la stabilité en RCA, sous la bannière de l'ONU, le Commandant de la Force, le Général Humphrey Nyone, a souligné que sa disparition représente « le sacrifice ultime d'un vaillant soldat de la paix ».

Le commandant du contingent rwandais, le Lieutenant-colonel Joseph Gatabazi lui a aussi rendu hommage. « On se souviendra toujours de son sacrifice pour la paix et la stabilité en République centrafricaine ... », a témoigné le commandant du contingent.

Le Rwanda est présent au sein de la MINUSCA avec un effectif de 539 Casques bleus, dont 33 femmes.

SOUTIEN A L'AUTONOMISATION DES FEMMES

La fabrication du beurre de Karité dans l'Ouham se fait de manière traditionnelle depuis des générations, exclusivement par les femmes. Une quarantaine de femmes réunies au sein de deux associations s'adonnent à plein temps à cette activité génératrice de revenus avec le soutien de la MINUSCA, dans le cadre de son appui à l'autonomisation de la femme. À travers le Programme de réduction de la violence communautaire (CVR), la Mission accompagne ces deux associations féminines dans la fabrication du beurre de Karité et de ses produits dérivés comme le savon, la crème et bien d'autres produits. Elles ont suivi au préalable une formation.

L'une de ces associations "Ouali Tamboula" créé en 2015, outre la production du beurre de karité et de ses dérivés, s'est aussi investie dans la production de miel et accessoirement dans la couture, le tricotage, la fabrication de sirop de fleurs d'hibiscus et de gari de manioc. Grâce à l'appui de la MINUSCA, la production de "Ouali Tamboula" en beurre de karité a atteint 400 litres en 2022. Cette association a bénéficié de 5.000.000 FCFA pour l'achat de Kits de production et de 600 mille FCFA pour le programme de formation.

Les produits de l'association sont vendus et les bénéficiaires sont placés sur un fond d'épargne du groupe.

Le Premier ministre centrafricain, Felix Moloua et la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Valentine Rugwabiza, au cours de leur mission conjointe à Bossangoa le 30 juin 2023, ont visité l'exposition-vente des produits de l'association et ont encouragé les femmes présentes.





CARTE POSTALE DE BOSSANGOA



La ville de Bossangoa est le chef-lieu de la préfecture de l'Ouham. L'Ouham est le nom du cours d'eau qui divise la ville en deux, tandis que le nom Bossangoa est tiré du dialecte Gbaya, qui signifie selon les habitants, « Cité des pierres dures ».

Créée en 1960, la ville est située au nord de la République centrafricaine, à 305 kilomètres de la capitale, Bangui. Sa population estimée à 38,451 habitants en 2012 et est composée d'une dizaine d'ethnies, dont les Gbaya sont majoritaires. Surnommée « Boston city », elle est divisée en quatre arrondissements et 52 quartiers.

La plupart des habitants vivent de la culture vivrière. Le haricot, le maïs, le manioc, le sésame et l'arachide sont cultivés en abondance dans la localité.

On y pratique également la chasse, la pêche et l'élevage de petits bétails. La faune de la région regorge de plusieurs espèces animales dont, le lièvre, la pintade, la gazelle, l'antilope, le singe etc. L'Ouham, le principal cours d'eau, regorge de poissons et abrite aussi des

hippopotames et des caïmans.

D'un point de vue économique, l'agriculture demeure la principale source de revenus dans l'Ouham. La préfecture est riche en produits naturels dont le miel et le karité, vendus sur place et à Bangui à l'état pur.

La culture du coton a été longtemps une activité lucrative dans la préfecture. L'usine d'égrenage, la plus ancienne du pays, se trouve à Bossangoa, mais ces activités ont été fortement ralenties par les crises sécuritaires qui ont secoué la région d'une part et par la multiplication des sites d'exploitation d'or d'autre part.

Bossangoa et ses environs sont une zone de transit pour la transhumance. Il n'est pas rare que des conflits naissent de temps à autre entre éleveurs et agriculteurs.

Les trois sociétés de téléphonie mobile, présentes à Bangui sont également opérationnelles à Bossangoa de même qu'une banque et un établissement de microfinance.



BOSSANGO

DES MICROS-PROJETS POUR CONSOLIDER LA PAIX

A Bossango, la 6e phase du Programme de réduction de la violence communautaire (CVR), mis en œuvre par la section Désarmement, Démobilisation and Réintégration (DDR) de la MINUSCA propose aux ex-combattants, femmes vulnérables et jeunes enclin à la violence, des micro-projets dans plusieurs domaines. Objectif : consolider la paix et la cohésion sociale.

Pour cette 6e phase, 15 micro-projets sont initiés au profit de 500 personnes à Bossango et dans différentes autres localités de la préfecture. Rassemblés en groupements ou associations, les bénéficiaires, avec le soutien de la MINUSCA, développent des activités génératrices de revenus dans différents domaines tels que la cordonnerie, la maroquinerie, la fabrication de marmites, la couture etc.

Empêcher le retour à la violence et lutter contre le chômage

L'objectif de ces différents projets est de créer des liens de fraternité entre les bénéficiaires pour empêcher le retour de la violence, favoriser le retour de la paix et de la cohésion sociale, mais également d'accroître l'économie locale et l'auto-apprentissage en charge à travers un métier, avec une formation de trois mois. Il s'agit de « favoriser le développement socio-économique et de réduire les

risques du retour à la violence en permettant aux bénéficiaires de créer eux même une condition de vie favorable », précise Ken Alex Mugisha, Chargé de DDR à la MINUSCA.

La filière cordonnerie et maroquinerie, a attiré neuf participants de l'« Association des artisans du cuir de Bossangoa », établie au quartier Borro. Ils fabriquent et réparent des chaussures en utilisant des matériaux locaux.

Les neuf artisans cordonniers et 14 autres de la filière fonderie qui exercent côte à côte ont bénéficié de la construction d'un bâtiment leur servant d'atelier et ont reçu des Kits d'installation offerts par la MINUSCA. Selon les bénéficiaires, grâce à ces activités, ils ont des revenus qui leur permettent de gagner leurs vies et s'occuper de leurs familles.

Fabrice Ngoma, ex-combattant, âgé de 47 ans et père de trois enfants se félicite de ce projet et appelle les jeunes à renoncer à la violence.

« La MINUSCA par le CVR m'a donné une formation; ce qui m'a permis d'exercer ce travail et de prendre en charge ma famille; j'en suis ravi. Je demande à ceux qui détiennent illégalement les armes de les restituer et de se lancer dans des projets afin d'être formés et de trouver un métier », dit-il, avant d'ajouter que « les conflits freinent le développement du pays ».

Renforcer la résilience des femmes

A l'instar des hommes et les femmes sont aussi réunies en associations et participent au relèvement économique de la ville à travers des activités génératrices de revenus pour améliorer leurs conditions de vie. La couture, la transformation de produits locaux entre autres le karité et le miel sont des domaines mis en valeur par les femmes, avec l'appui de la MINUSCA à travers le Programme CVR, pour lutter contre le chômage.

14 femmes âgées de 19 à 40 ans, font de la couture dans un atelier qui leur sert en même temps de point de vente des produits de leur travail.

Deux associations d'une vingtaine de femmes chacune se sont lancées dans la production artisanale du beurre de karité, du miel et autres, après avoir été formées et dotées en kits pour s'installer à leur propre compte.

Le choix des bénéficiaires et des projets mis en œuvre dans le cadre du Programme CVR sont faits par le comité local de suivi, composé de toutes les couches sociales. Il est dirigé par le préfet de l'Ouham. ■

Par Crispin Dembassa-Kette



RETOUR PROGRESSIF DES DÉPLACÉS MUSULMANS À BOSSANGO

Les membres communauté musulmane de Bossangoa partis en exil en 2013, lors de la crise militaro-politique en République centrafricaine, commencent à retourner dans la ville et dans les autres sous-préfectures et à reprendre leurs activités. Un retour rendu possible grâce aux actions conjointes des autorités, de la MINUSCA et de certains acteurs civils.

Chrétiens et musulmans assis ensemble dans une salle pour parler du dialogue interreligieux et de la cohésion sociale, voilà la réalité quotidienne aujourd'hui à Bossangoa; Cela était encore inimaginables en 2022.

En effet, en 2013, la ville de Bossangoa et ses environs ont été le théâtre de violences armées et inter communautaires qui ont longtemps altéré la cohésion sociale et causé le déplacement de la communauté musulmane vers des pays voisins et vers la capitale Bangui.

Dix ans après, une communauté musulmane d'environ 200 personnes s'est reconstituée dans la ville.

« Il suffit de faire un tour, traverser un peu la ville, aller vers le quartier Boro qui est le quartier populaire de Bossangoa, aller même au niveau du marché central et vous allez trouver des musulmans qui sont en train d'exercer librement leurs activités commerciales », confirme Barthélémy Wilikon, préfet de l'Ouham.

Abdouramane, un des retournés tient sa boutique à la gare routière de la ville, exerce ses activités sans être inquiet; il témoigne : « je vis bien ici à Bossangoa en parfaite harmonie avec mes voisins les chrétiens. Je

vends mes marchandises ici à la gare routière. Il n'y a aucune menace ».

Ce retour progressif a pu se faire grâce aux efforts conjoints des autorités locales, des acteurs civils et de la MINUSCA, dans le cadre de son appui au gouvernement centrafricain pour le renforcement de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. Le bureau de la Mission à Bossangoa s'est particulièrement impliqué dans les sensibilisations de la population sur l'importance la tolérance et l'acceptation d'autrui. C'est ce qu'a expliqué Jeremie Yakoumbala, Assistant de liaison communautaire à la Section des Affaires civiles de la MINUSCA à Bossangoa.

La plateforme des confessions religieuses de Bossangoa, aux côtés de la MINUSCA, a participé à des rencontres pour discuter des stratégies pour faciliter le retour des déplacés musulmans dans la ville.

« Notre stratégie était de travailler à la conscientisation surtout des jeunes pour qu'ils comprennent l'importance de la cohabitation avec les frères musulmans. Ils apportaient leur contribution dans l'économie et le bien être sociale de Bossangoa et ont toujours leur place », a souligné l'abbé Aubin Dontimbaye, vice-président de la plateforme des confessions religieuses. ■

DES DÉFIS LIÉS AU RECOUVREMENT DES BIENS DES DÉPLACÉS DE BOSSANGO

Alabib Mahamat Youssouf, Imam de la ville, se félicite des efforts qui ont abouti à ces retours. Mais il souhaite que les membres de sa communauté puissent rentrer en possession de leurs biens.

En effet, les retournés sont confrontés aux problèmes de logement, de terrains et d'autres biens dont ils ont été dépossédés pendant leur exil.

« Ici à Bossangoa, l'emplacement de la mosquée centrale a été occupé en plein milieu de la crise. Et puis à cet endroit, on a construit un monument. Cette communauté, depuis qu'elle est là nous a présenté effectivement ce problème du lieu de culte et nous sommes en train d'en débattre avec les autorités », dit à propos l'abbé Aubin Dontimbaye.

Ce problème est une préoccupation pour les autorités ; ce qui les a conduits à mettre en place un comité de gestion de crise présidé par le maire de la ville.

A close-up portrait of Barthélemy Wilikon, a middle-aged Black man with a slight smile, looking off-camera to the right. He is wearing a maroon button-down shirt. The background is a blurred indoor setting with warm lighting.

INTERVIEW

“IL Y A UN PARTENARIAT AGISSANT ENTRE LA MINUSCA ET LES AUTORITÉS POLITICO-ADMINISTRATIVES”, DIXIT BARTHÉLÉMY WILIKON, PRÉFET DE L’OUHAM

Vous avez reçu une visite conjointe de haut niveau, conduite par le Premier Ministre et la Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU. Qu'est-ce que cela représente pour la préfecture et pour quels retombés ?

Barthélemy Wilikon : Vous savez que la préfecture de L’Ouham de manière générale, et plus particulièrement la ville

de Bossangoa, a été secouée par des crises récurrentes et que la population qui a connu ces moments difficiles de son existence est plongée dans une situation d’extrême pauvreté. Je crois que la visite de ces hautes personnalités rentre dans le Programme du relèvement, ça rentre également dans le cadre du Programme de la stabilisation. Je crois que cette mission est venue justement



toucher du doigt les réalités sociales, les réalités économiques pour voir dans quelle mesure essayer de booster l'économie de la préfecture de L'Ouham.

Quels sont les espoirs que suscite une telle visite ? Qu'est-ce que la population peut en attendre ?

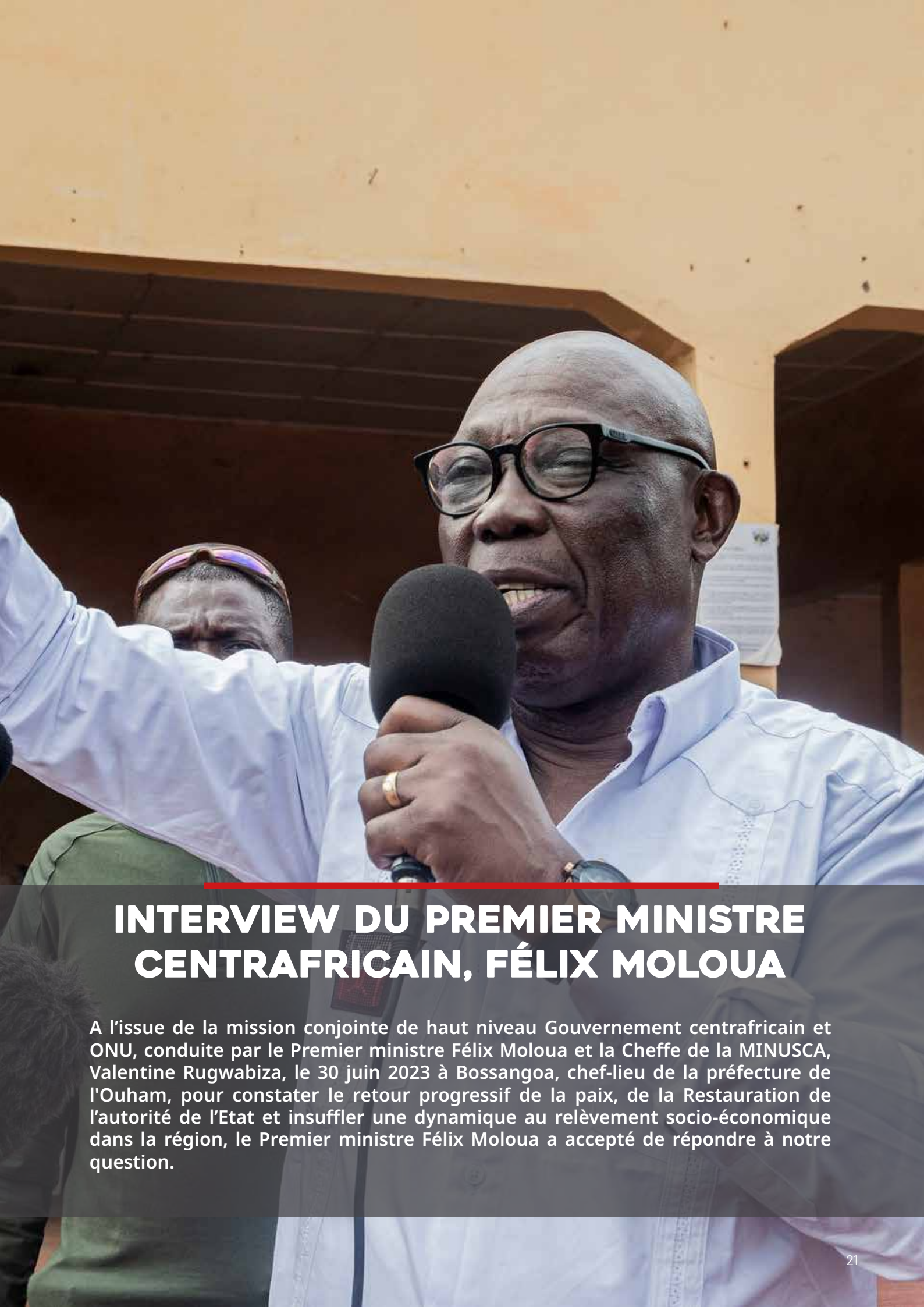
Barthélemy Wilikon : Ce qui peut suivre après une telle visite, après une telle mission, ce sont les différents projets qui seront initiés et je crois que ces différents projets qui seront initiés après cette mission, seront bénéfiques pour la population. Nous avons visité un certain nombre de projets qui vont permettre à ces autorités de voir comment aider la population à aller de l'avant, aider la population à avoir une vision du développement de la préfecture.

Bossangoa a été secoué par des conflits armés qui ont endommagé la cohésion sociale, les édifices et ont aussi réduit l'influence de l'État. Quelle est la situation aujourd'hui?

Barthélemy Wilikon : L'année 2013, c'est une année vraiment sombre pour la population de Bossangoa. Avec les efforts consentis par le gouvernement aujourd'hui, avec les efforts consentis par les partenaires techniques ou

financiers, les partenaires au développement, je crois que la population de Bossangoa respire quand même un air nouveau. Je crois qu'aujourd'hui, on ne peut véritablement pas comparer ce qui s'est passé en 2013 et ce qui se passe présentement. Il y a une très grande différence. Aujourd'hui, avec ce retour progressif de la paix, la population de vaque à ces occupations.





INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE CENTRAFRICAIN, FÉLIX MOLOUA

A l'issue de la mission conjointe de haut niveau Gouvernement centrafricain et ONU, conduite par le Premier ministre Félix Moloua et la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, le 30 juin 2023 à Bossangoa, chef-lieu de la préfecture de l'Ouham, pour constater le retour progressif de la paix, de la Restauration de l'autorité de l'Etat et insuffler une dynamique au relèvement socio-économique dans la région, le Premier ministre Félix Moloua a accepté de répondre à notre question.



Monsieur le Premier ministre, vous êtes en dans la ville de Bossangoa dans la préfecture de l'Ouham, qu'est-ce qu'on peut retenir d'une manière globale de ce déplacement?

Félix Moloua J'ai été vraiment impressionné par la mobilisation de la population de Bossangoa et je voudrais très sincèrement, au nom du Président Faustin Archange Touadera, au nom du gouvernement et en mon nom propre, remercier les autorités de l'Ouham qui ont su mobiliser la population. Je tiens aussi, au nom du Chef de l'État à saluer notre collaboration avec la MINUSCA à travers la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, grâce à qui nous avons effectué ce déplacement en compagnie de beaucoup de partenaires. Nous sommes ici à Bossangoa dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de stabilisation. Ce Programme a été orienté par le chef de l'État et appuyé par nos partenaires. Il est question donc d'apporter de l'espoir à la population qui, grâce à l'appui de la MINUSCA, reprend vie dans la sécurité. Ça, c'est extrêmement important. Nous intervenons là où MINUSCA ramène la sécurité.

C'est un travail extrêmement important qu'il faudrait applaudir et remercier cette collaboration entre nos Forces de défense et sécurité, nos Forces armées, la MINUSCA et aussi les alliés qui ont travaillé pour ramener la paix et la sécurité à Bossangoa.

D'ailleurs, les projets qui ont fait l'objet d'inauguration aujourd'hui, marquent la Restauration de l'autorité de l'État. J'ai été aussi impressionné par la présence des services déconcentrés à Bossangoa. Ceci témoigne à suffisance que la population de l'Ouham et plus particulièrement de Bossangoa et ses environs sont dans la dynamique de la résilience qu'il faudrait appuyer pour véritablement aller vers le relèvement.

Avec cette visite, après celle de Bria et Sam-Ouandja et aussi Paoua, aujourd'hui, nous sommes en train de monter en puissance. Je crois que qu'avec cette dynamique, avec l'accompagnement de la MINUSCA qui nous offre les facilités logistiques, nous pourrions également apporter ce message dans d'autres préfectures de notre pays. Le message que je retiens également, c'est qu'ensemble, nous pouvons faire des choses extraordinaires. C'est ensemble que nous avons effectué ce déplacement, mobilisé beaucoup de partenaires, presque tous nos partenaires.

Je salue cette initiative et souhaite vivement que nous puissions continuer dans ce sens. Je voudrais que cet exemple puisse se perdurer, que les populations de nos pays qui ont tant souffert puissent reprendre le sourire et l'espoir pour qu'ensemble, nous puissions redresser notre pays et relancer son économie dans l'intérêt de nos populations.



INTERVIEW AVEC LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU EN RCA, VALENTINE RUGWABIZA

A l'issue de la mission conjointe de haut niveau Gouvernement centrafricain et ONU conduite par le Premier ministre Félix Moloua et la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, le 30 juin 2023 à Bossangoa, chef-lieu de la préfecture de l'Ouham, la cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a aussi accepté de répondre à notre question.



Madame la Représentante du Secrétaire général de l'ONU, vous avez effectué cette visite avec le Premier le ministre et vous avez fait des constats. Qu'est- ce qu'on peut en dire?

Valentine Rugwabiza : Merci. Je tiens à dire et à reformuler ce que Son Excellence Monsieur le Premier ministre et chef de gouvernement vient de vous exprimer, à savoir que d'abord, nous avons véritablement été frappés par les progrès effectués en matière de sécurité dans Bossangoa, dans l'Ouham, mais aussi les progrès notables effectués en matière de cohésion sociale. Et cela a été visible par l'immense population qui nous a accueillis ici à l'arrivée. C'était une population représentant toutes les tendances, toutes les tranches d'âge, toutes les catégories de la population.

Le deuxième message, c'est de féliciter le gouvernement, à tous les niveaux; j'apprécie aussi la qualité de la coopération dont les Nations unies et la MINUSCA jouissent avec le gouvernement. La coopération que nous avons est une coopération active, pas seulement au niveau central à Bangui, mais nous le démontrons par plusieurs de ces visites qui sont des visites axées sur des réalisations concrètes, sur la consolidation de la paix, la construction de la résilience des populations

et sur l'extension de l'autorité de l'État et la stabilisation.

Vous l'avez vu, ce n'est pas seulement à Bangui, mais c'est au niveau préfectoral également et c'est au niveau des mairies et c'est au niveau local. Ce qu'on doit retenir de cela, c'est que contrairement à ce qu'un certain adage dit, il est démontré ici qu'en réalité, pour aller vite, il faut aller ensemble. Pour aller vite et aller loin, il faut aller ensemble. Mais pour aller vite, loin et obtenir des résultats durables, il faut que nous allions ensemble. C'est ce que nous sommes en train de faire et ensemble aujourd'hui est élargi. Ce n'est pas ensemble le gouvernement et la MINUSCA, c'est ensemble le gouvernement, la MINUSCA, tout le système des Nations Unies. Vous avez vu toutes les agences ici qui étaient représentées au courant de cette visite que nous mobilisons et qui se mobilisent elles-mêmes pour investir dans cette transformation et cette résilience. Vous avez vu l'UNICEF, vous avez vu le PNUD, vous avez vu la Banque mondiale, vous avez vu la Banque africaine de développement, le FNUAP. C'est véritablement dans cette dynamique et tout cela, bien sûr, avec un objectif qui est l'amélioration et la construction de la résilience des populations.

#MINUSCA



Toute l'**actualité** de la **MINUSCA** sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA





ACTION
EN FAVEUR
DE LA PAIX

nos ambitions pour les **#ObjectifsMondiaux**

LA PAIX
COMMENCE
PAR MOI



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

21 Septembre 2023

#peaceday | un.org/peaceday